

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la situation internationale en 2002, la crise irakienne, le conflit du Proche-Orient, l'effort de médiation de la France en Côte d'Ivoire, l'action pour la solidarité internationale et le développement durable, le renforcement de la sécurité internationale, l'élargissement de l'Union européenne et la réforme de ses institutions, Paris le 7 janvier 2003.

Monsieur le Premier Ministre,  
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames, Messieurs,  
Monsieur le Nonce,

Je vous remercie chaleureusement de vos propos aimables auxquels j'ai été particulièrement sensible. A mon tour, je forme à votre intention, Monsieur le Nonce, des vœux très sincères et, par votre intermédiaire, j'adresse à Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II mes sentiments dévoués ainsi que les souhaits chaleureux du peuple français.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Lorsque le Mur de Berlin s'est effondré, un ordre du monde a disparu, un ordre fondé sur l'équilibre de la terreur et l'affrontement bipolaire. Certains ont cru alors pouvoir prophétiser la fin de l'Histoire, avec l'expansion universelle et rapide de la démocratie et de l'économie de marché. En réalité, une nouvelle page s'est ouverte, d'une extrême complexité. Une page où, dans la diversité de ses héritages, l'humanité se découvre une destinée commune qu'elle aborde habitée d'un sentiment d'espoir mêlé d'appréhension.

Des énergies immenses ont été libérées. Elles balaient, sur leur passage, nos certitudes et nos habitudes. Elles déclenchent l'enthousiasme des uns, la révolte des autres. Elles remodelent le monde et ses frontières. En les voyant à l'oeuvre, on peut être saisi d'une sorte de vertige.

L'année 2002 fut en effet marquée par trop de crises et de tragédies. Les turbulences économiques et financières ont à nouveau secoué l'Amérique du Sud. Les grandes pandémies, et notamment bien sûr le SIDA, ne cessent de gagner du terrain. En Afrique, la famine a resurgi et des conflits ont éclaté. Malgré les efforts déployés, le terrorisme a encore tué lâchement des innocents un peu partout. La violence a continué à faire rage au Proche-Orient. Et la guerre menace toujours en Iraq.

Mais 2002, ce fut aussi une année de paix et de progrès. A Monterrey puis à Johannesburg, nous avons jeté les bases d'une alliance mondiale du développement durable. Les bases, mais nous les avons jetées. A Kananaskis, l'Afrique et le G8 ont conclu un partenariat novateur. A Beyrouth, les pays francophones ont témoigné de la fécondité du dialogue des cultures. Monsieur le Nonce. A

... pays manifestent une détermination de la résolution de dialoguer avec l'autre, à commencer par le monde.  
New York, par la résolution 1441, la communauté internationale unanime a marqué son attachement au respect de la Charte des Nations Unies et a fait le choix de désarmer l'Iraq en donnant sa chance à la paix. A Copenhague, l'Europe a célébré ses retrouvailles tout en progressant dans la réflexion sur ses institutions et sur son avenir.

Ces progrès témoignent de notre aptitude collective à maîtriser notre destin. Face aux menaces, la France est portée par une conviction : le laisser-faire mène à l'abandon et la révolte à la destruction et tandis que seule la volonté d'agir et la capacité d'organiser, qui sont le propre de l'Homme, permettent de surmonter les épreuves et de démentir les fatalités.

C'est forte de cette conviction que la France aborde l'année 2003. Une année qu'elle veut consacrer à servir la paix, à humaniser la mondialisation et à refonder l'Europe.

Servir la paix. Le désarmement de l'Iraq est une obligation pour le Moyen-Orient et pour le monde. C'est un problème de paix et de sécurité collective. Nous devons donc le résoudre collectivement. Le cadre prévu à cet effet est celui des Nations Unies. C'est le seul qui soit légitime.

L'action internationale ne peut, sous peine d'être discréditée, s'affranchir des principes sur lesquels elle se fonde : le respect du droit, la responsabilité, l'équité, la démocratie. La communauté internationale ne saurait recourir à la guerre qu'en dernière extrémité, une fois que toutes les autres options ont été épuisées. L'éventuelle décision d'utiliser la force doit être explicite, et être prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la base d'un rapport motivé des inspecteurs. La France, qui a toujours assumé ses responsabilités, entend garder sa pleine liberté d'appréciation.

Ces principes continueront à guider notre démarche. Grâce aux efforts de tous, la communauté internationale a su, lors de l'adoption à l'unanimité de la résolution 1441, témoigner de sa cohésion. C'est sur cette communauté de vues que se fonde la force de notre action. Ensemble, veillons à la préserver. Rejetons résolument la tentation de l'action unilatérale. Sachons éviter les attitudes qui entacheraient la légitimité de notre action. Continuons à accorder toute notre confiance aux inspecteurs des Nations Unies.

Dans le même temps, le message adressé aux responsables irakiens est clair : une dernière chance leur est proposée de désarmer dans la paix. Ils doivent comprendre qu'il n'existe pas d'autre issue possible que de coopérer activement par tous les moyens avec les missions d'inspection de l'ONU qui doivent disposer de toutes les facilités et informations nécessaires à l'accomplissement de leur mandat. Les Irakiens savent qu'ils s'exposeraient sinon à une guerre aux conséquences incalculables pour eux, pour la région et pour le monde.

Sur l'ensemble des questions posées par la crise irakienne, j'invite le Gouvernement à organiser un nouveau débat au Parlement qui sera associé naturellement à toutes les étapes de l'évolution de cette crise. J'attache en effet, pour ce qui concerne la France, le plus grand prix à ce que, face à de tels enjeux pour notre pays, la Nation soit tout entière rassemblée.

Dans cette région du monde, une autre menace nous hante, le mot n'est pas trop fort. La crise au Proche-Orient n'en finit plus de produire ses ravages. Des dirigeants désemparés ou prisonniers de leurs calculs. Des peuples privés d'espoir, pris au piège de la peur et du ressentiment, enfermés dans un impitoyable combat dont chacun sait qu'il n'offre aucune issue, mais dont aucun n'est capable de s'extraire.

Il est temps bien sûr que cela cesse. Que les peuples de la région puissent enfin, comme ils y aspirent profondément, vivre en paix, dans la sécurité et dans la dignité. Nous connaissons tous la solution. Nous l'avons entrevue, il y a à peine deux ans. Nous savons qu'elle passe par l'arrêt du terrorisme et des violences. Par le respect du droit international, le retrait des territoires occupés et le démantèlement des colonies de peuplement. Par la création, dans les territoires palestiniens, d'un Etat viable et démocratique, coexistant en paix avec Israël, un Israël garanti dans sa sécurité. La solution passe aussi par l'établissement entre Israël et ses voisins, avec la restitution de la terre, de relations pacifiques, fondées sur la reconnaissance et le respect mutuels. Je salue à cet égard l'initiative adoptée lors du sommet arabe de Beyrouth en mars dernier.

Il est temps que la communauté internationale surmonte ses appréhensions, ou ses inhibitions, et assume ses responsabilités. Que non seulement elle dise aux parties qu'elles doivent se remettre autour d'une table et négocier, mais qu'elle les ramène autour de la table. Que non seulement elle énonce sa vision et les principes d'un règlement, mais qu'elle aide les parties à les mettre en oeuvre. Et je souhaite que 2003, année d'élections en Israël et, nous l'espérons, en Palestine, soit l'occasion de relancer une perspective de paix.

Sur le continent africain, de graves crises sont en cours. Souvent elles traduisent à la fois des difficultés intérieures et des conflits de voisinage. Il incombe donc tout naturellement aux médiations régionales d'intervenir en premier lieu. C'est ainsi que certains acquis ont été obtenus, dans la crise ivoirienne, grâce aux médiations de la CEDEAO. De même, en Centrafrique, la CEMAC a beaucoup fait, cette année, pour réduire les tensions.

Mais, parfois, les efforts des pays voisins ne suffisent pas ou tardent à aboutir. Il revient alors à certains partenaires extérieurs de prendre leurs responsabilités: on l'a vu en Sierra Leone, lors de l'intervention britannique, on le voit actuellement avec l'implication de la France en Côte d'Ivoire. Pour d'évidentes raisons humaines et historiques, la France se doit d'être aux côtés du peuple ivoirien alors même que la crise ouverte qu'il subit depuis trois mois risque à chaque instant de l'emporter vers le drame, de briser le pays et de bouleverser la région.

C'est pourquoi, en liaison avec les Chefs d'Etat de la CEDEAO, les acteurs ivoiriens et l'Union africaine, la France propose que s'ouvre à Paris le véritable dialogue politique qui, seul, peut réconcilier la Côte d'Ivoire avec elle-même. C'est ainsi que nous organiserons à Paris, dans la deuxième quinzaine de janvier, une réunion de réconciliation inter-ivoirienne, suivie d'un sommet de chefs d'Etat africains, en présence du Secrétaire Général des Nations Unies, sommet auxquels se joindrait un certain nombre de personnalités internationales d'envergure, au premier rang desquelles naturellement le Président de l'Union africaine.

Une fois la réconciliation en marche, la France prendra la tête d'une alliance des donateurs pour la reconstruction économique de la Côte d'Ivoire.

Dans cette affaire, il nous faut bien évidemment le soutien des Nations Unies. D'ailleurs, dans le traitement des crises en Afrique, la France encourage l'implication de l'ONU et participe activement, au sein du Conseil de Sécurité, à la recherche de solutions adaptées, au cas par cas. Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La mondialisation est une étape exaltante de l'aventure humaine. Liberté, créativité, circulation immédiate de l'information, des connaissances ouvrent la voie de la paix et de la prospérité, du partage des cultures, du progrès des Droits de l'Homme, pourvu que nous agissions, pourvu que nous y mettions plus de solidarité, plus de responsabilité, plus de sécurité, plus de démocratie. Ces principes guideront la présidence française du sommet du G8.

La solidarité d'abord. A Evian, nous sommes déterminés à prouver que le contrat conclu dans le cadre du NEPAD entre le G8 et l'Afrique est la source d'un nouvel élan et permet la réalisation de projets concrets qui transformeront ce continent.

La France recevra l'Afrique en février à Paris. A l'occasion de ce sommet biennal, je confirmerai aux Chefs d'Etat africains l'engagement du G8 et je les appellerai à rester mobilisés pour donner corps à ce partenariat.

Les décisions du sommet du millénaire et du sommet de Johannesburg obligent la communauté internationale. Il faut maintenant les concrétiser. Je m'appuierai sur les résultats de la prochaine Conférence de Kyoto, à laquelle je me rendrai, pour proposer que le G8 se consacre à l'un des besoins les plus fondamentaux de l'humanité : celui de l'eau.

Diviser par deux, d'ici 2015, le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou à l'assainissement, comme nous nous y sommes engagés, suppose de doubler les investissements annuels dans ce secteur. A Kyoto et à Évian, nous élaborerons un plan mondial à cette fin.

Dans le même esprit de solidarité, travaillons à enrayer la progression des grandes pandémies et en particulier du SIDA. L'épidémie avance plus vite que nos efforts pour la maîtriser. Elle constitue un obstacle majeur au développement et à l'équilibre de certaines régions. Nous avons accompli des progrès importants : des traitements existent et nous avons créé le Fonds mondial,

qu'il faut pérenniser et nous avons aussi reconnu à Doha que les pays pauvres doivent pouvoir accéder aux médicaments à des prix abordables pour eux. Je déplore que l'égoïsme et l'intérêt à court terme aient empêché la conclusion d'un accord à l'OMC. à la fin de l'année. Il est urgent que les négociations reprennent et aboutissent. Notre tâche à Evian sera d'avancer dans la mise en oeuvre de ces décisions.

Deuxième principe qui commandera notre action : la responsabilité. Responsabilité de tous les Etats pour établir les conditions d'une croissance économique stable et d'une libéralisation financière ordonnée. Sous l'impulsion des pays du G8, il est particulièrement urgent de conclure les discussions sur le soutien aux pays qui rencontrent des difficultés de paiements. En reconnaissant le rôle central que doit jouer le Fonds Monétaire International, nous devons faire travailler ensemble les créanciers publics, les créanciers privés et les pays en difficulté. Nous pourrons ainsi mieux prévenir et maîtriser des crises comme celle que subit l'Argentine. De même, nous pourrons conforter le processus engagé avec le Liban en novembre dernier. Le surendettement inhibe le développement. Après l'initiative sur les pays pauvres très endettés, une réflexion doit s'engager sur les pays à revenu intermédiaire, comme je l'ai évoqué à Johannesburg.

Les pays industrialisés portent une responsabilité première à l'égard de la planète et envers les générations futures. Le développement durable est une urgence. Urgence de plus grandes disciplines. Urgence aussi de nouvelles conquêtes scientifiques et technologiques qui sont autant de défis à notre inventivité, à notre compétitivité.

Ainsi, dans la lutte contre le changement climatique, il est indispensable que tous les Etats mettent immédiatement en oeuvre le Protocole de Kyoto. Mais nous aurons ensuite besoin de progrès technologiques considérables pour réduire sur le long terme les émissions de gaz à effet de serre. A Evian, nous rechercherons à orienter davantage la recherche scientifique et l'innovation technologique vers la protection de l'environnement.

Nous traiterons enfin de la responsabilité des entreprises et des acteurs économiques. Le rôle de l'entreprise est de produire, mais pas dans n'importe quelles conditions. Nous ne pouvons accepter que prospèrent des pirates de la mondialisation.

Je propose que le G8 d'Evian énonce, sur la base d'une concertation avec les acteurs concernés, les principes d'une économie de marché responsable, dans les domaines financier, social, environnemental et éthique.

Troisième principe : la sécurité. A Evian, nous nous consacrerons au renforcement du combat contre le terrorisme et contre la prolifération, ces fléaux qui profitent des failles de la mondialisation.

Notre lutte sans merci a porté des coups très durs aux réseaux terroristes. Grâce à la coalition établie dans le cadre de l'ONU, les États ont resserré les rangs. Mais les récents attentats en Asie, en Europe et en Afrique montrent la persistance de la menace. C'est pourquoi la France examinera, à l'occasion de sa présidence au Conseil de Sécurité ce mois-ci, la possibilité d'une concertation approfondie sur l'action internationale contre ce fléau.

Les réseaux terroristes, diffus, mobiles, savent tirer parti des technologies modernes. Nous devons tout faire pour les empêcher d'accéder aux sources radiologiques, aux armes chimiques ou bactériologiques. C'est l'objet du partenariat mondial lancé à Kananaskis. La France est déterminée à le mettre en oeuvre.

Le danger de prolifération vient aussi d'Etats au comportement irresponsable, tentés par la fuite en avant, le chantage, le défi à la communauté internationale. La Corée du Nord en particulier doit comprendre qu'elle n'a pas d'autre voie que de renoncer à son programme nucléaire militaire, développé en contradiction avec ses engagements et avec le droit international. Le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA vient d'exiger que ce pays mette en oeuvre sans délai ses accords de garanties. En étroite liaison avec nos partenaires et les Etats de la région, nous sommes déterminés à obtenir le respect par la Corée du Nord de ses obligations internationales. Nous voulons avoir avec eux une large concertation et permettre le moment venu, au Conseil de Sécurité, de jouer tout son rôle dans ce problème.

Cet exemple doit nous encourager à renforcer les instruments multilatéraux de lutte contre la

Ces exemples doivent nous encourager à renforcer les instruments multilatéraux de lutte contre la prolifération. Je salue le lancement récent, à La Haye, du code de conduite contre la prolifération des missiles balistiques, premier pas vers un instrument juridique de portée universelle. Je rappelle aussi ma proposition de voir les chefs d'État et de Gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité se réunir cette année en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies pour donner, à la lumière des crises récentes, une nouvelle impulsion à la politique de non-prolifération.

Solidarité, responsabilité, sécurité, mais aussi démocratie. J'observe attentivement l'importance croissante que prend la mondialisation dans le débat public, les questions pressantes que nos concitoyens se posent pour l'avenir. Je trouve légitime cette exigence d'un débat démocratique qui doit faire toute sa place au dialogue avec les syndicats, les ONG, les collectivités locales et les entreprises. Tous seront étroitement associés à la préparation du sommet d'Evian. Et j'aurai l'occasion de les rencontrer dans les prochains mois dans le cadre de cette préparation.

Le G8 n'est pas un directoire du monde. C'est un lieu d'impulsion qui doit inscrire son action dans le cadre d'institutions internationales et d'un dialogue élargi. Depuis plusieurs années déjà, les huit se sont ouverts à des consultations avec le reste du monde. A Gênes et à Kananaskis, nous avons invité les promoteurs du NEPAD. Franchissons un pas de plus. Comme j'en ai informé nos partenaires du G8, j'inviterai à Evian plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement des pays émergents et des pays pauvres représentatifs du monde dans sa diversité, afin de voir avec eux comment mettre la mondialisation au bénéfice de tous, comment progresser vers la démocratie planétaire.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Contre le chaos politique qui résulterait du jeu aveugle des rivalités internationales, la France s'emploie à construire un monde multipolaire. Cela passe par l'affirmation de l'Europe et des valeurs qu'elle porte : l'attachement à la paix, au progrès, à la démocratie, à la dignité de l'Homme.

Après l'introduction réussie de l'euro, l'année 2002 s'est achevée à Copenhague par un élargissement historique. La famille européenne se rassemble enfin. La France accueille les dix nouveaux pays membres avec joie mais aussi avec émotion. Cet élargissement est une chance car il ouvre à l'Union de nouveaux horizons, de nouveaux espaces d'activité, des perspectives d'échanges renouvelés entre les hommes.

Mais l'élargissement est aussi un défi et une responsabilité. Le passage de 15 à 25 membres au printemps 2004 va profondément changer la nature-même de l'Union. Elle sera plus riche de diversité, mais aussi plus hétérogène. Le fonctionnement de ses institutions devra s'adapter à une nouvelle réalité. Ceux qui en ont la volonté et les moyens devront pouvoir aller de l'avant et montrer le chemin. L'Union européenne sera également conduite à s'interroger sur les limites de son extension et à définir des relations de partenariat privilégié avec ses nouveaux voisins de l'Est et du pourtour méditerranéen. La France veut y contribuer. Ce sera une dimension importante de la visite du Président POUTINE en France et des déplacements que j'effectuerai dans les pays du Maghreb, en commençant par une visite d'Etat en Algérie.

Le succès de Copenhague est le ferment d'une nouvelle ambition pour l'Europe et doit nous conduire à sa refondation. C'est la mission confiée à la Convention, qui proposera, l'été prochain, un projet de Constitution pour l'Europe.

Contribuer à cette démarche où se dessine son avenir est une priorité de la France. Nous avons déjà fait de nombreuses propositions pour une Europe plus efficace et plus démocratique, une Europe dans laquelle nos concitoyens pourront se reconnaître davantage. Une Europe qui gagne en stabilité, en visibilité et en influence.

Je pense à l'indispensable réforme de la présidence semestrielle avec l'élection, par les chefs d'Etat et de gouvernement, d'un Président pour diriger le Conseil européen. Je pense à la désignation d'un Ministre européen des Affaires étrangères chargé d'exécuter les décisions du Conseil et d'assurer la cohérence de l'action extérieure de l'Union. J'ai enfin à l'esprit la nécessité de clarifier et de renforcer les responsabilités respectives du Conseil, de la Commission et du Parlement européen et celle d'impliquer davantage les Parlements nationaux dans le

fonctionnement de l'Union.

L'affirmation de l'Europe passe par l'approfondissement, aussi, de l'Europe de la défense. Une Europe capable d'agir, y compris sur le plan militaire, est nécessaire à l'équilibre du monde. Cela implique que chacun, dans l'Europe, dans l'Union européenne, prenne sa part, sa juste part, de l'effort indispensable, comme la France vient de le faire.

Cette responsabilité, l'Europe doit l'assumer d'abord dans les Balkans occidentaux. Désormais, l'Union peut travailler avec l'OTAN. Elle est aujourd'hui en mesure de reprendre la mission de l'Alliance en Macédoine. C'est une première opération. Elle doit également se préparer à prendre la direction de la force internationale déployée en Bosnie. De cette façon, Américains et Européens exprimeront la réalité de leur partenariat stratégique dans la gestion des crises. Cette action pour dessiner l'Europe de demain, la France veut la mener d'abord avec l'Allemagne, car nos deux pays, ensemble, ont toujours joué un rôle décisif dans les grandes étapes franchies par l'Europe.

Il y a quarante ans, le Traité de l'Elysée scellait une communauté de destin entre l'Allemagne et la France. Les 22 et 23 janvier prochains, à Paris puis à Berlin, avec le Chancelier SCHROEDER, nous présenterons notre vision de l'Europe de demain. Nous montrerons qu'en construisant l'Europe, nous jetons les fondations d'un monde plus pacifique, d'un monde plus stable et plus prospère.

Monsieur le Nonce,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Tel est le message que je vous demande de transmettre, avec mes vœux personnels les plus chaleureux, à tous vos chefs d'Etat et de gouvernement. A chacune et à chacun de vous, à tous les peuples que vous représentez, j'adresse également mes souhaits les plus sincères de bonheur et de prospérité.

Je vous remercie.